

**J Street, le lobby de la « majorité silencieuse »**  
**Une nouvelle voix critique dans la communauté juive américaine**

Pauline PERETZ

**D'après ses rivaux conservateurs, J Street menacerait l'unité de la communauté juive et discréditerait les positions du gouvernement israélien. Pour les Juifs libéraux, il représente une chance de se faire entendre à Washington. Portrait d'un lobby qui revendique le droit de critiquer Israël.**

Depuis le printemps, le Président Obama a déplacé le curseur de la politique israélienne de Washington vers la gauche. Sans remettre en cause l'amitié et la proximité historiques qui lient les États-Unis à l'État hébreu et les unissent par une « relation spéciale », la Maison Blanche s'est engagée dans la voie du soutien critique : l'exercice par Washington d'une pression sur Israël pour en obtenir le gel total de la colonisation, combiné à l'expression publique des différends entre les deux capitales. L'administration Obama a dévié de la route tracée par l'équipe de George W. Bush en opérant une triple rupture : elle a voulu se distinguer par un engagement immédiat et au plus haut niveau sur le dossier israélo-palestinien tant qu'elle pouvait utiliser le capital politique du nouveau président ; elle a souhaité mettre un terme à la très grande proximité idéologique qui était celle de la précédente administration avec le parti au pouvoir en Israël ; enfin, elle s'est engagée à être un « *honest broker* » entretenant de bonnes relations avec les deux parties – d'où l'offre de dialogue faite aux opinions et aux pays arabes lors du discours du Caire le 4 juin dernier.

Ce changement de ton avait été préparé depuis la guerre du Liban à l'été 2006 par une évolution sensible du discours sur Israël à Washington. Loin de s'être banalisée, la critique des excès et des demi-échecs israéliens y est cependant devenue plus commune. Quelques mois avant la guerre, les universitaires John Mearsheimer et Steven Walt publiaient sur le site

de l'École de gouvernement John F. Kennedy de Harvard un rapport intitulé *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy*, corrigé et remanié sous la forme d'un livre publié l'année suivante<sup>1</sup>. Cette étude, qui accusait le lobby pro-israélien (en fait c'est uniquement AIPAC, l'American Israel Public Affairs Committee, qui était visé) de tenir la politique américaine au Moyen-Orient en otage et d'amener Washington à adopter des mesures qui lui étaient nuisibles par seul souci des intérêts d'Israël, a suscité une violente polémique<sup>2</sup>. Si cette thèse a été condamnée parce que la démonstration était entachée d'erreurs factuelles et de raisonnements fautifs, et attaquée parce qu'elle frisait l'antisémitisme, les deux auteurs ont indéniablement fait bouger la ligne du débat en rendant un début de critique d'Israël possible et acceptable. Mearsheimer et Walt ont réussi à convaincre qu'AIPAC avait muselé la critique à l'encontre d'Israël, et, plus important encore, banalisé l'idée que les États-Unis ne devaient pas automatiquement se faire les défenseurs d'Israël.

Cette seconde idée a été d'autant plus facilement acceptée que, depuis la guerre du Liban, les intérêts d'Israël et des États-Unis apparaissent plus divergents qu'ils ne l'étaient auparavant. Lors de ce conflit, puis à nouveau lors de l'opération « Plomb durci », Israël a manifesté ses faiblesses, stratégiques et militaires, qui ont affecté le prestige international de son armée et l'intérêt que celle-ci pouvait représenter pour Washington. Si l'opération « Plomb durci » à l'encontre de Gaza n'a pas suscité aux États-Unis l'outrage qu'on a observé dans les pays européens<sup>3</sup>, l'image d'Israël a sensiblement changé à cette occasion : il est apparu comme un pays ne craignant pas l'usage d'une violence parfois disproportionnée. Mais le dossier sur lequel la divergence entre les deux pays est le plus prononcée est l'Iran : Israël reste tenté par des frappes contre le programme nucléaire iranien, qu'il considère comme une menace existentielle. Si ces frappes avaient lieu, elles nuiraient aux intérêts américains dans la région, car elles pourraient entraîner des représailles iraniennes en Irak et dans les monarchies du Golfe, et provoquer une crise régionale difficile à contenir.

Depuis les élections israéliennes de février 2009, cette prise de conscience d'une divergence entre les intérêts américains et israéliens est renforcée par la discordance politique entre les exécutifs américain et israélien. Pour un président américain qui prône la

---

<sup>1</sup> John Mearsheimer, Steven Walt, *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2007.

<sup>2</sup> Voir Peter Hägel et Pauline Peretz, « La polémique sur le "lobby pro-israélien" aux États-Unis », *La Vie des idées*, avril 2007, p. 71-85, <http://www.laviedesidees.fr/La-polemique-sur-le-lobby-pro.html>.

<sup>3</sup> Les 8 et 9 janvier 2009, les deux Chambres du Congrès adoptaient à la quasi-unanimité une résolution reconnaissant le droit d'Israël à se défendre contre les attaques venant de Gaza.

réconciliation avec le monde arabe, un Netanyahou tiré vers la droite dure par les partenaires d'une coalition qu'il veut maintenir à tout prix est devenu une cause d'embarras. Au printemps, l'intransigeance des Israéliens sur les territoires occupés a commencé à provoquer une forte impatience dans les cercles démocrates<sup>4</sup>. Le ton s'est refroidi au Congrès à l'égard d'Israël. Des débats sur la crise humanitaire à Gaza ou sur les raisons de l'échec de l'établissement d'un État palestinien y sont désormais possibles. Dans ce contexte, les voix divergentes qui ont émergé au sein de la communauté juive organisée sont devenues plus audibles.

### **Un lobby « *liberal* » pro-paix**

J Street, une organisation nouvelle venue sur la scène communautaire, monopolise aujourd'hui le débat sur la reconfiguration du monde juif américain. Pour ses rivales établies à Washington depuis plusieurs décennies, il s'agit d'une organisation radicale qui menace l'unité de la communauté<sup>5</sup> et discrédite les positions du gouvernement israélien ; à ce double titre, son influence est à combattre. Pour les Juifs libéraux, au contraire, J Street représente peut-être enfin une chance d'être représentés à Washington. Et pour l'administration Obama, J Street est un allié appréciable car capable de faire accepter ses positions critiques à l'égard d'Israël à un monde communautaire qui était susceptible de résister aux nouvelles orientations. Les médias, fascinés par l'arrivée de cette météorite dans le monde juif, se sont invités au débat et, en plaçant J Street sous les feux de la rampe<sup>6</sup>, lui ont octroyé une influence disproportionnée par rapport à son influence réelle. J Street n'est pourtant pas seulement une créature médiatique.

Dans une communauté dominée par des organisations situées depuis une dizaine d'années à droite du centre (en particulier AIPAC et la Conférence des Présidents) et largement alignées sur Israël, J Street, un lobby « *liberal* », pro-Israël mais aussi pro-paix, créé en avril 2008, est la principale source du pluralisme nouveau des voix juives américaines. Si des organisations juives de gauche existaient déjà (en particulier l'Israel Policy Forum – IPF – créé en 1993 à l'initiative d'Yitzhak Rabin), nulle n'avait jusqu'alors eu les moyens

---

<sup>4</sup> Robert D. Kaplan « Losing Patience with Israel », *Atlantic Monthly*, 3 avril 2009.

<sup>5</sup> De manière symbolique, une des tables-rondes organisées le 8 octobre 2009 par le *think tank* néo-conservateur Hudson Institute dans le cadre d'une conférence sur les relations entre les États-Unis et Israël était intitulée « Will the Current Crisis Split the American Jewish Community ? ». Voir [http://www.hudson.org/index.cfm?fuseaction=HUDSON\\_upcoming\\_events&id=717](http://www.hudson.org/index.cfm?fuseaction=HUDSON_upcoming_events&id=717)

<sup>6</sup> Voir ci-dessous, parmi de très nombreux autres, les articles de presse cités en notes.

dont s'est doté J Street : cette organisation est un lobby<sup>7</sup> (AIPAC est la seule autre organisation de la communauté à l'être également) qui a créé un PAC (Political Action Committee) pour financer les campagnes. La configuration politique dans laquelle J Street est apparu est également inédite. En 1995, IPF était galvanisé par la concordance politique des gouvernements Clinton et Rabin. Aujourd'hui, la situation est moins favorable. J Street bénéficie de la nouvelle approche de l'administration Obama, mais, il est en complet porte-à-faux avec le gouvernement israélien depuis février.

La création de J Street répond à un besoin ressenti avec plus d'acuité ces dernières années par les Juifs américains : être représentés par un lobby « *liberal* » pour faire contrepoids à AIPAC jugé trop à droite. Si celui-ci a réussi à s'imposer comme un interlocuteur incontournable sur le Moyen-Orient au Congrès et à la Maison Blanche depuis le début des années 1980, il ne peut prétendre représenter une communauté (au sens large et non seulement organisationnel) dont au moins les deux tiers des membres sont loyalement démocrates et mal à l'aise avec la politique menée par les gouvernements de droite successifs d'Israël. En outre, l'apparition d'une nouvelle génération d'organisations juives est rendue nécessaire par de nouvelles dynamiques démographiques et politiques au sein de la communauté. Certes la part des jeunes diminue, en raison d'une chute de la natalité et de la progression continue des mariages mixtes. Mais leur point de vue doit être pris en compte par la communauté au risque d'une distanciation irréversible. Ces jeunes qui, à la différence de leurs aînés (dont bon nombre étaient des survivants), n'ont pas connu la Shoah, ne voient plus en Israël l'État d'origine affectif qu'il était pour ces derniers. Le pari de J Street est de fédérer une partie de cette génération autour d'une plateforme de soutien critique défendue par des dirigeants jeunes et maîtrisant les techniques les plus modernes de l'activisme politique.

J Street se distingue en effet par sa revendication d'un droit de la diaspora à critiquer Israël. Comme les autres organisations, J Street est favorable à un fort investissement américain au Moyen-Orient pour aider les deux parties à trouver un règlement durable. Mais il soutient l'option d'une paix « juste » : la création de deux États, israélien et palestinien, délimités par les frontières de 1967 (les dérogations à ce principe devant être compensées par des échanges de terre), et le gel définitif de la colonisation. En 2008, J Street a ouvertement critiqué Israël. Quasiment seule voix dissidente l'hiver dernier, il a condamné très tôt

---

<sup>7</sup> Pour pouvoir exercer comme lobby, J Street a dû, tout comme AIPAC, renoncer au statut 501(c)(3), qui aurait permis à ses donateurs de bénéficier de déduction d'impôts.

l'opération « Plomb durci » à Gaza comme contreproductive et injuste. C'est aujourd'hui la seule organisation juive américaine qui appelle Israël à mettre en place une commission d'enquête officielle sur le conflit, en application des recommandations du rapport Goldstone remis au Conseil des droits de l'homme au mois d'octobre. J Street se distingue également sur le dossier iranien, soutenant l'essai d'engagement diplomatique de l'administration Obama et s'opposant à toute attaque israélienne<sup>8</sup>. La critique s'étend également à la politique intérieure israélienne – en février, le lobby a mis en ligne sur YouTube une vidéo à charge contre Avigdor Lieberman, l'accusant de racisme. Ce droit à la critique de la politique israélienne, le nouveau lobby le tire des effets contreproductifs de celle-ci pour la situation des Juifs américains et pour les intérêts américains dans la région<sup>9</sup>.

### **Un lobby anti-AIPAC**

Le franc-parler de J Street et son ingérence dans les affaires israéliennes sont bien éloignés de la discrétion et de la loyauté systématique d'AIPAC. Il faut dire qu'à bien des égards J Street est un anti-AIPAC. Il est résolument ancré à gauche, alors que celui-ci recherche systématiquement le consensus, une position médiane qui satisfasse tous ses donateurs et lui assure un soutien bipartisan au Congrès. Le personnel et les membres du conseil d'administration du nouveau lobby sont quasiment tous démocrates et ont facilement accès à l'équipe d'Obama. J Street compte de nombreux clintoniens, dont Jeremy Ben-Ami, le fondateur, qui a été conseiller de l'ancien président pour les affaires intérieures avant de travailler comme directeur politique pour Howard Dean. Ben-Ami peut faire valoir les lettres de noblesse sionistes de sa famille pour se protéger des attaques : ses grands-parents comptèrent parmi les fondateurs de Tel-Aviv et son père fut, durant les années 1930, un des leaders de l'Irgoun, et à ce titre responsable de l'achat du bateau *Altalena*. Ben-Ami a lui-même vécu plusieurs années en Israël. Le directeur politique de J Street, Dan Krohl, a levé des fonds pour Obama et est le neveu du sénateur Herb Kohl (D-Wisconsin). Et le conseil de J Street compte notamment Morton Halperin, directeur du Policy Planning sous Clinton et

---

<sup>8</sup> Échanges entre Shmuel Rosner et Jeremy Ben-Ami, « Rosner' Guest », *Haaretz*, voir <http://www.haaretz.com/hasen/pages/rosnerGuest.jhtml?itemNo=987196>

<sup>9</sup> Voir Jeremy Ben-Ami, « An Open Letter to Michael Oren », *Jerusalem Post*, 13 octobre 2009 : « *We too have our own serious concerns over the policies of the present Israeli government and its impact not just on Israel's interests but on our interests as Americans and as American Jews. As Jews who care about Israel, we fear that, on Israel's present path, we will see our shared dream of a Jewish, democratic home in the state of Israel slip through our fingers. As Americans, we worry about the impact of Israeli policies on vital US interests in the Middle East and around the world...* » <http://www.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1255450643490&pagename=JPost/JPArticle/ShowFull>

désormais conseiller senior pour l'Open Society Institute de George Soros, et Alan Solomon, un ancien directeur financier du Democratic National Committee.

À la différence d'AIPAC qui n'intervient pas directement dans le financement des campagnes, J Street a créé son propre PAC pour être capable d'exercer une influence non seulement idéologique et politique, mais aussi financière. En novembre 2008, le JStreetPAC a obtenu de bons résultats pour une première campagne : en sept mois, il a versé 575 000 dollars à trente-huit candidats au Congrès, dont trois sénateurs<sup>10</sup>. Le but de ce PAC est de soutenir des candidats dont les positions sur le Moyen-Orient peuvent les exposer à des représailles d'AIPAC<sup>11</sup>. En 2008, à l'exception de l'un d'entre eux, l'ensemble des candidats soutenus étaient démocrates. Juifs et non-juifs, élus du Nord et du Sud, ils avaient en commun d'être fermement attachés à la sécurité d'Israël et à l'amitié entre Washington et Tel-Aviv, mais de se distinguer des candidats soutenus par AIPAC par leur critique publique des colonies, et par leurs prises de position sur les frontières des deux États, sur le sort de Jérusalem et sur l'aide aux Palestiniens. Sur ces quarante et un candidats, trente-trois ont été élus<sup>12</sup>. Indéniablement, JStreetPac a marqué des points.

Autre différence entre les deux lobbies, J Street recherche la plus grande visibilité possible tandis qu'AIPAC reste fidèle à sa discrétion légendaire. Pour attirer les jeunes et tenter de court-circuiter les pouvoirs établis comme l'a fait Obama lors de sa campagne, J Street a conçu un modèle d'action similaire à celui de Moveon.org ou de MyBo.com. Jeremy Ben-Ami et Isaac Luria, son audacieux directeur de campagne de 25 ans spécialiste de l'organisation politique locale en ligne (qui a vécu en Israël et est marié à une femme terminant sa formation de rabbin), ont fait de la campagne d'opinion et du mouvement permanent leurs principaux modes d'action. Pour gagner en efficacité, réduire les coûts et récolter des dons en ligne, J Street pratique l'*e-politics*. En associant techniques traditionnelles de lobbying et approche médiatique agressive, notamment via internet, le lobby s'est assuré une présence disproportionnée dans les médias. Le dossier spécial que lui a consacré le *New York Times Magazine* dans son édition du 13 septembre 2009 a contribué à l'imposer comme un acteur washingtonien de premier plan : le quotidien, il y a peu encore proche des positions d'AIPAC, légitimait dans cet article la critique de l'alignement américain

---

<sup>10</sup> Voir le site d'Open Secrets : <http://www.opensecrets.org/pacs/lookup2.php?strID=C00441949>

<sup>11</sup> Neil A. Lewis, « U.S. Jews Create New Lobby to Temper Israel Policy », *New York Times*, 25 avril 2008.

<sup>12</sup> Natasha Mozgovaya, « New "pro-Israel, pro-peace" lobby J Street hopes for Obama-era growth », *Haaretz*, 13 novembre 2008.

systematique sur Israël, et faisait la part belle à J Street, tout en présentant AIPAC comme une organisation du passé comptant sur le soutien d'alliés peu recommandables – tels les Christians United for Israel du Révérend Hagee<sup>13</sup>.

En dépit de cette escalade médiatique, J Street est loin d'être capable de concurrencer AIPAC. Ce dernier exerce son influence au Capitole depuis plus de cinquante ans. Ses contacts y sont solidement établis, ses techniques de lobbying extrêmement bien rodées et sa réputation n'est plus à faire. Ses moyens sont également sans commune mesure avec ceux de J Street : un budget de 75 millions de dollars (contre 3), un personnel de 120 employés à Washington (contre 15). Surtout, J Street rencontre de sérieuses limites à son influence au Congrès. Il n'a pas su enrayer le soutien quasi unanime des deux Chambres à Israël lors de l'opération « Plomb durci ». Peu de temps avant la venue de Netanyahu à Washington, une lettre adressée à Obama, préparée par AIPAC et relayée par le leader de la majorité Steny Hoyer et le *whip* républicain Eric Cantor, a mis en garde contre l'imposition par l'administration démocrate d'une solution aux deux parties. Son retentissement a été bien plus important que celle préparée par J Street et relayée par Steve Cohen, Russ Carnahan et Charles Boustany (un républicain), qui présentait le redressement de l'économie et la construction d'institutions transparentes en Palestine comme des objectifs à soutenir et non comme des préconditions à la création d'un État palestinien. La première a obtenu la signature des trois quarts de la Chambre, la seconde de 87 représentants. Et, à la mi-juillet, J Street a été incapable de neutraliser la lettre dite des 71, préparée par AIPAC, et appelant le Président à exercer la pression des États-Unis tant sur les Israéliens que sur les Palestiniens<sup>14</sup>.

### **Une légitimité à consolider**

J Street pourra certainement exercer plus fortement son influence lorsqu'il aura réussi à rassurer sur sa représentativité. Ses adversaires parviennent encore à donner de lui l'image d'une organisation radicale et dangereuse. Sa condamnation publique de l'opération « Plomb durci » a contribué à sa gauchisation. Son soutien à des pourparlers avec le Hamas rejette également J Street vers la gauche<sup>15</sup>. Attendue, l'attaque de la droite est extrêmement virulente – les accusations d'antisionisme et de trahison à l'encontre d'Israël fusent sous la plume de la

---

<sup>13</sup> James Traub, « The New Israel Lobby », *New York Times Magazine*, 9 septembre 2009.

<sup>14</sup> Voir « 71 Senators urge Obama to Press Arabs », *Jerusalem Post*, 11 août 2009, <http://www.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1249418574239&pagename=JPArticle%2FShowFull>

<sup>15</sup> Voir James Kirchick, « The Surrender Lobby », *Haaretz*, 11 janvier 2009.

presse juive conservatrice telle la revue juive néo-conservatrice *Commentary*<sup>16</sup> ou dans la bouche des leaders d'organisations juives de droite (ainsi la Zionist Organization of America ou ZOA). Dans la presse juive et israélienne de droite, les dirigeants de J Street se sont à multiples reprises faits traités de « renégats »<sup>17</sup>. Bien que les membres d'AIPAC admettent en privé être gênés par l'apparition de ces nouveaux venus, l'organisation se refuse, elle, à prendre position.

Pour gagner en légitimité, J Street doit parvenir à se défaire de cette réputation sulfureuse, largement injustifiée. À cette fin, il tente de consolider sa base. Son ambition initiale était de récupérer dans le giron communautaire des Juifs américains plus jeunes et plus « libéraux », ne se sentant pas représentés par un *establishment* jugé excessivement « faucon ». Mais la difficulté pour J Street est de susciter l'intérêt à l'égard d'Israël de Juifs généralement exclusivement soucieux des questions intérieures. J Street se trouve donc dans la situation paradoxale de prétendre défendre l'opinion majoritaire d'un groupe non encore organisé sur une question qui est loin d'être la première de ses préoccupations. Pour représenter ceux que Ben-Ami a habilement désignés comme « *the previously "silent majority"* »<sup>18</sup>, J Street doit aller au-delà du périmètre limité de recrutement des autres organisations juives de gauche, tels Americans for Peace Now, Israel Policy Forum, Meretz USA, ou encore Brit Tzedek v'Shalom.

Le lobby s'efforce de convaincre qu'il parle au nom d'une part significative de Juifs en diffusant les résultats de deux séries de sondages, dont la méthodologie a été très critiquée dans la presse juive et israélienne<sup>19</sup>. Les résultats tendaient à montrer que J Street défend les positions d'une très grande majorité des Juifs américains : une diplomatie américaine volontariste dans la région (approuvée par 87 % des Juifs interrogés en juillet 2008, 86 % en mars 2009), même si l'engagement américain sur le dossier implique une critique publique d'Israël (75 % en juillet 2008, 66 % en mars 2009) ou une pression exercée sur Israël (70 % en juillet 2008, 64 % en mars 2009), l'engagement de négociations avec la Syrie et le Hamas (76 % puis 66 %), l'opposition à l'extension des colonies (60 % en mars 2009)<sup>20</sup>. J Street

---

<sup>16</sup> Noah Pollack, « They 're Doing the J Street Jive », *Commentary*, avril 2009.

<sup>17</sup> Voir pour un exemple particulièrement virulent, Isi Leibler, « Marginalize the Renegades », *The Jerusalem Post*, 5 octobre 2009.

<sup>18</sup> Jeremy Ben-Ami, « The "Previously Silent" Majority », *Haaretz*, 29 juillet 2009.

<sup>19</sup> Voir pour un exemple de ces critiques de méthode et de fond, Shmuel Rosner, « Do U.S. Jews Really Support "Necessary Compromises for Peace" ? », *Haaretz*, 17 juillet 2008.

<sup>20</sup> J street, « American Jews Defy Conventional Wisdom On Israel and the Middle East », 16 juillet 2008, voir :



manifeste ainsi qu'au moins les deux tiers des Juifs américains (et non des seuls Juifs faisant partie de l'une des organisations de la communauté) sont favorables à un changement de paradigme dans les relations israélo-américaines.

Pour se défaire de cette réputation gauchiste, J Street s'efforce aujourd'hui d'apparaître comme une organisation plus « *mainstream* » qu'elle ne l'est en réalité, en tentant d'obtenir le soutien de personnalités juives américaines et israéliennes modérées. Début septembre, J Street a embauché comme nouveau directeur politique et stratégique Hadar Susskind, l'ancien vice-président du Jewish Council for Public Affairs, une organisation-parapluie de la communauté située en son centre, chargée de défendre les intérêts de celle-ci en matière intérieure<sup>21</sup>. En 2008, le magazine juif *The Forward* distinguait Susskind, ce sergent de première classe de l'armée israélienne, dans sa liste des cinquante Juifs américains les plus influents. J Street cherche également à obtenir le soutien de voix israéliennes de premier plan, une tâche rendue problématique par la décomposition de la gauche israélienne aux élections de février 2009. Pourtant, en juin, il s'est assuré le soutien écrit de nombreux diplomates et militaires israéliens<sup>22</sup>, et en août, il a largement diffusé sur YouTube une vidéo dans laquelle des Israéliens ayant eu d'importantes responsabilités internationales et de sécurité exprimaient leur soutien à la demande de gel total des colonies adressée par Obama à Israël, ainsi qu'à l'action de J Street (l'ancien directeur du Shin Bet Ami Ayalon, l'ancienne consul d'Israël à New York Colette Avital, ou le négociateur israélien des accords d'Oslo Uri Savir)<sup>23</sup>. Dans les mois prochains, en même temps qu'il cherchera à fédérer les organisations de gauche qu'il a commencé à absorber (ainsi Brit Tzedek V'Shalom), J Street devrait travailler à obtenir davantage de ralliements pour asseoir encore davantage sa position à Washington.

La première conférence nationale de J Street qui s'est tenue à Washington du 25 au 28 octobre, conçue comme un pendant à la grand-messe annuelle organisée au printemps par AIPAC, a constitué un moment de vérité pour le lobby « *pro peace* ». Le nombre de participants (environ 1 500 personnes) et l'identité des intervenants (parmi lesquels le

---

[www.jstreet.org/files/images/PRJStreetpoll\\_final.doc](http://www.jstreet.org/files/images/PRJStreetpoll_final.doc) ; et <http://www.jstreet.org/page/media-advisory-new-survey-american-jewish-community>

<sup>21</sup> Nathan Guttman, « J Street Makes a Strategic Acquisition as Other Groups on the Left Struggle », *The Jewish Daily Forward*, 4 septembre 2009.

<sup>22</sup> [http://www.jstreet.org/files/images/J\\_Street\\_Israeli\\_Supporters\\_Letter.pdf](http://www.jstreet.org/files/images/J_Street_Israeli_Supporters_Letter.pdf)

<sup>23</sup> <http://jstreet.org/israel/>

conseiller à la sécurité nationale James Jones<sup>24</sup>, l'ancien sénateur Chuck Hagel et l'ancien ministre des Affaires étrangères israélien Shlomo Ben-Ami) manifestent l'influence croissante de J Street à Washington. Mais les controverses qui ont précédé la tenue de la conférence prouvent également que cette organisation continue de susciter des préventions très fortes tant aux États-Unis qu'en Israël : vraisemblablement intimidés par des blogs de droite (dont le groupe StandWithUs), une dizaine de représentants ont retiré leur nom de la liste des « hôtes » du gala qui a clos la conférence et l'ambassadeur israélien Michael Oren a décliné l'invitation de J Street sous prétexte que celui-ci défend des positions nuisibles aux intérêts de l'État hébreu. Et des rumeurs ont tenté de discréditer l'organisation elle-même – J Street recevrait des dons d'individus liés à des organisations de défense des Palestiniens, et serait même soutenu par Stephen Walt<sup>25</sup>.

### **Un atout pour la politique israélienne de l'administration Obama ?**

La trajectoire de J Street depuis sa création est pourtant prometteuse. En dix-huit mois, le lobby a réussi à se tailler une place de premier plan dans le débat politique américain et à faire sensiblement évoluer le débat sur Israël aux États-Unis. Sa stratégie de recentrement semble être la bonne ; il n'apparaît plus aujourd'hui comme l'étrangeté qu'il était encore il y a un an. Dans la configuration actuelle, où des Démocrates critiques tentent de réviser la politique israélienne des États-Unis, le lobby « *pro-peace* » est susceptible de parvenir à diluer progressivement l'influence d'AIPAC et des autres organisations de droite. Mais même en continuant de soutenir une administration dirigée par un président qui a reçu 78 % des voix juives en octobre 2008, son appui ne suffira pas à assurer le succès de la politique israélienne de l'administration démocrate.

Soumise aux feux croisés de la critique, celle-ci risque en effet de déboucher sur une impasse. Au lieu de proposer un plan de paix aux Israéliens, aux Palestiniens et aux pays arabes, l'administration Obama a fait le choix d'avancer progressivement et de s'attaquer à un dossier, les colonies, sur lequel le progrès semblait le plus probable – notamment parce qu'il existe un consensus américain et international les condamnant – et qui requerrait d'abord des

---

<sup>24</sup> La participation de la Maison Blanche, venue renforcer l'effet de l'invitation faite à J Street de participer à la rencontre avec les organisations juives qui a eu lieu le 13 juillet, symbolise son évidente volonté de contribuer à asseoir la légitimité de la jeune organisation.

<sup>25</sup> Dan Egged, « Israel Conference to Open amid Controversy », *Washington Post*, 25 octobre 2009. Et Jeffrey Goldberg, « J Street's Ben-Ami On Zionism and Military Aid to Israel », *The Atlantic*, 23 octobre 2009, voir: [http://jeffreyygoldberg.theatlantic.com/archives/2009/10/j\\_streets\\_ben-ami\\_on\\_being\\_a\\_z.php](http://jeffreyygoldberg.theatlantic.com/archives/2009/10/j_streets_ben-ami_on_being_a_z.php)

efforts d'Israël. Elle a exigé que Tel-Aviv cesse non seulement son expansion territoriale dans les territoires situés au-delà des frontières actuelles, toute expropriation en vue de construction et tout soutien économique à de nouveaux développements, mais aussi l'expansion au sein des colonies existantes, excluant ainsi la « croissance naturelle ». Surtout, elle a formulé ses demandes publiquement, prenant à témoin l'ensemble de l'opinion internationale. Ce gel total devait être accompagné, du côté des pays arabes « modérés », par des mesures de normalisation à l'égard d'Israël (ainsi l'octroi du droit de survol de leur territoire pour les appareils civils israéliens ou l'ouverture de sections commerciales israéliennes).

En dépit du soutien de J Street et d'autres organisations juives de gauche, la réorientation politique tentée par l'équipe Obama a été contrainte par de fortes résistances intérieures. Jusqu'au discours du Caire, le président démocrate a bénéficié du soutien du Capitole et des milieux pro-israéliens conservateurs qui voyaient un intérêt évident à accorder leur confiance à un président qui jouissait encore d'un très fort capital politique. Depuis, des préventions fortes se sont exprimées, au Congrès par la voix de plusieurs membres élus de premier rang, mais aussi hors du Congrès à l'initiative d'AIPAC et d'autres organisations juives de l'*establishment* qui sont loin d'avoir été rendues inaudibles par l'alternance politique (ainsi l'Anti-Defamation League, la Conférence des Présidents, la ZOA, ou le plus modéré American Jewish Committee). Les critiques des milieux conservateurs pro-israéliens à l'encontre de la réorientation de la politique américaine au Moyen-Orient sont convergentes. La pression exercée sur les pays arabes et Israël le serait de manière asymétrique et aux seuls dépens d'Israël. L'exercice de cette pression aurait lieu à un moment inacceptable pour Israël au vu de la menace nucléaire iranienne qui pèserait sur lui. En outre, l'équipe Obama refuserait de reconnaître les assurances sur les colonies prétendument données aux gouvernements Olmert et Sharon par la précédente administration. Est donc dénoncée la trahison de la parole donnée à un pays ami. Parallèlement, le sentiment que les Juifs et les Israéliens sont négligés par la nouvelle administration au profit des Arabes se diffuse dans les milieux juifs conservateurs<sup>26</sup>. Obama n'a donc pas réussi à convaincre de l'impartialité de sa politique, même lors de la rencontre avec les organisations juives qui a eu lieu le 13 juillet.

Le sursaut des organisations juives conservatrices n'est pourtant pas l'unique raison du très probable échec de la politique israélienne d'Obama. Celle-ci présente en effet de réelles

---

<sup>26</sup> Voir par exemple l'article d'Aluf Benn dans le *New York Times* publié le 27 juillet 2009, « Why won't Obama talk to Israel ? », dans lequel l'auteur écrit : « *The Arabs got the Cairo speech ; we [Israel] got silence* ».

limites de conception et de mise en œuvre. La Maison Blanche n'a pas su prévoir l'intensité de la résistance de Netanyahou. Elle a sous-estimé les contraintes qu'imposaient au Premier ministre les partis de droite présents dans son gouvernement, après l'élection de la Knesset la plus conservatrice de l'histoire israélienne. L'insistance de Washington a renforcé la position intérieure de Netanyahou<sup>27</sup> et a contribué à détériorer l'image des États-Unis en Israël<sup>28</sup>. Par ailleurs, l'exercice au grand jour de la pression américaine et la révélation publique de l'ensemble des gestes attendus d'Israël ont braqué les Israéliens. Si l'administration a marqué des points dans l'opinion arabe, elle s'est liée les mains pour les négociations à venir. Les pays arabes ont durci leurs positions : ils maintiennent qu'ils n'accepteront de faire aucun des gestes attendus d'eux tant que les Israéliens ne cèderont pas sur le gel total. Les marges de manœuvre de la Maison Blanche sont donc extrêmement réduites. Au vu de l'impasse actuelle et de la réticence de l'administration américaine à proposer un véritable plan de paix aux deux parties, l'hypothèse d'un succès du réengagement américain dans le règlement du conflit, tout comme celle d'un rééquilibrage des relations entre les deux capitales sont très peu probables, en dépit du poids croissant des positions défendues par le lobby « *pro-peace* ».

Publié dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr), le 20 novembre 2009

© [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr)

---

<sup>27</sup> Howard Schneider, « Netanyahu's Defiance of U.S. Resonates at Home », *Washington Post*, 19 août 2009.

<sup>28</sup> Selon un sondage effectué par l'université de Tel-Aviv en juillet, 60 % des Israéliens ne font pas confiance à Obama pour veiller aux intérêts d'Israël et 46 % pensent qu'il favorise les Palestiniens, voir Barak Ravid, « Obama to U.S. Jewish leaders: Israel must engage in self-reflection », *Haaretz*, 14 juillet 2009.